

nement, par la voie de son ministre des Finances, aurait des prévisions budgétaires qui feraient face à un grand nombre de difficultés par lesquelles le pays passe, à cause de la période de déflation économique mondiale qui existe.

Je veux mentionner une autre caractéristique de ce budget. On a fait au premier ministre jusqu'à ces derniers temps une opposition violente et persistante. On a dit que le parti libéral manquait d'initiative ou était trop amical,—certains ont même dit trop poltron,—pour déposer un projet de loi qui ferait face aux lois douanières des Etats-Unis contre le Canada. Mais nous n'entendons pas dire cela aujourd'hui. (*Rires.*) Je ne doute pas, monsieur l'Orateur, que les conservateurs ne continuent à parler comme ils le font s'ils croient pouvoir en tirer profit pour leur parti, mais ils ne seront pas en mesure de le prouver comme ils le croyaient avec tant d'assurance. Pourquoi?

Un MEMBRE: Le glas de la protection!

L'hon. M. STEWART: On ne peut dire plus longtemps que notre premier ministre accorde plus aux Etats-Unis qu'à la métropole. C'est une des affirmations de l'opposition à laquelle je me suis toujours opposé et contre laquelle je proteste encore aujourd'hui.

J'ai un mot à dire à mes honorables vis-à-vis au sujet de leur attitude envers la préférence britannique. Je dirai d'abord que ce budget répond complètement à chacune des déclarations qu'ils ont faites sous ce rapport. Plus que cela, il est synonyme d'action, d'une action courageuse et ardente de la part du Gouvernement au sujet de la préférence britannique et non pas un simple loyalisme du bout des lèvres ou une expression de sentiment. Nos honorables vis-à-vis ne peuvent donc pas s'attendre que le pays les croie lorsqu'ils affirment que le Gouvernement, sous la direction du premier ministre, a une attitude plus amicale à certains égards envers les Etats-Unis, qu'il n'en a jamais eue envers la métropole.

Ce budget laisse entrer en franchise un grand nombre de produits que nous importons de Grande-Bretagne. Ici encore, nous continuons la pratique bien établie de ce Gouvernement d'étendre de temps à autre l'application de la préférence britannique. Nous espérons ainsi augmenter notre commerce avec la métropole. C'est brièvement ce que signifie le budget. Nous espérons qu'il nous permettra de transférer une bonne partie du commerce que le Canada fait avec les pays qui ne veulent pas faire commerce avec nous à ceux qui sont désireux de commercer avec nous. Voilà la situation en deux mots. Il est avantageux pour les pays qui ont mani-

festé le désir de commercer avec nous en achetant les produits que nous sommes obligés d'exporter.

M. BLACK (Yukon): Vous avez enlevé le droit sur le foin.

L'hon. M. CHAPLIN: Que dites-vous du blé?

L'hon. M. STEWART: Mes honorables amis se croient très habiles. Le ministre des Finances l'a dit très clairement, il a supprimé les droits sur un grand nombre d'articles, presque une centaine.

M. SHORT: Sur le foin et le cidre.

L'hon. M. STEWART: Oui, sur le foin. Pourquoi ne supprimerait-il pas ce droit?

L'hon. M. BENNETT: Qui a imposé ces droits?

L'hon. M. STEWART: Je ne puis répondre à cette question qui ne m'intéresse pas. C'était une chose absurde et elle fut complètement expliquée à nos honorables amis d'en face. (*Rires.*) Rira bien qui rira le dernier. Nous avons supprimé les droits sur ces articles, et sur un grand nombre d'autres, pour la bonne raison qu'ils encombraient inutilement le tarif. Ils ne devaient avoir aucun rapport avec nos importations, comme on l'a expliqué, mais nos honorables vis-à-vis persistent à le dire, et rien de ce que je pourrais dire ne les empêchera de le faire. On voit par là l'absurdité de leurs assertions. Mais il y a et il y aura toujours des critiques qui diront qu'il y a un échappatoire dans ce tarif. Ils s'imaginent peut-être qu'il y a une anguille sous roche. Mon honorable ami de Lincoln (M. Chaplin) en voit toujours une sous la roche. Ils diront que les importations prévues de Grande-Bretagne ne viendront pas, et que l'effet véritable de la modification des droits sur les produits de l'industrie sidérurgique sera de faire augmenter sensiblement le coût de l'outillage employé dans la production première. Ils le diront, cela va de soi.

Nous insistons sur ce fait,—à ce sujet, nous appelons l'attention sur ce qu'ont accompli les honorables MM. Fielding et Robb et dans un an ou deux nous pourrions parler de ce que l'honorable M. Dunning aura fait,—je le répète, l'échange des marchandises sera plus considérable et il en résultera une diminution du coût pour le consommateur. Le budget répond au désir général du peuple canadien, qui voulait voir augmenter le volume de nos affaires avec la Grande-Bretagne. Jusqu'ici il s'agissait plutôt d'une question de sentiment, c'est vrai. C'est ce que j'ai toujours eu à reprocher à mes honorables amis d'en face. Ils ont toujours été très forts au point de vue